359
C.I.R.A.

Hem DAY

Le Capitalisme International devant L'Espagne Révolutionnaire

Pensée et Action
Hem DAY
Maison des Artistes
19, Grand'Place, 19, BRUXELLES
—
1937 PRIX ~~0,50~~.

20

C.I.R.A.

Le Capitalisme International devant l'Espagne révolutionnaire

■

LA situation de l'Espagne révolutionnaire n'a pas cessé d'inquiéter le capitalisme international dont de puissants intérêts menacent d'être engloutis dans les transformations qui, lentement sans doute, et au travers de bien des difficultés, s'opèrent dans l'économie espagnole.

Il est intéressant d'examiner l'importance de ces intérêts et le rôle qu'ils jouent dans la dite économie afin de pouvoir saisir les pressions que ce capitalisme ne manque pas d'exercer, soit par les gouvernements qu'il représente, soit par le canal de la Société dite des Nations, soit encore par les campagnes de presse qu'il ne cesse d'alimenter financièrement.

Ainsi, il nous est permis de voir clair dans les événements qui se déroulent depuis juillet 1936 et qui nous ont amené à la situation présente.

Dès le début de la rébellion, on a beaucoup parlé de certain banquier véreux qui fût, paraît-il, le bailleur de fonds de la révolte. Ce Juan March avait déjà fait parler de lui bien avant les événements de juillet et l'ancien ministre des Finances de la république espagnole, Jaime Carner, l'avait dénoncé avec véhémence aux Cortès Constituantes comme une étrange figure de pirate.

Voici ce que disait de ce condottière le ministre précité :

« March est un cas extraordinaire; ce n'est ni un ennemi ni « un ami de la République, pas plus qu'il ne fut ni un ami ni un « ennemi de la dictature rivériste et de la monarchie alphonsiste. « March n'est ni l'ami ni l'ennemi de personne. Pour juger de « son intelligence et de ses conceptions, il est nécessaire de re- « monter à certains personnages médiévaux; c'est une âme du « moyen-âge avec les moyens du vingtième siècle. March est « pareil à ces hommes qui croisaient dans la Méditerranée voici « des centaines d'années et qui n'avaient d'autres ennemis que « ceux qui essayaient de se mettre en travers de leur voie. Il va « son chemin et n'a qu'une seule loi : sa volonté. Quels furent « donc naguère les ennemis de March ? Ils se nommaient la « Compagnie Fermière des Tabacs, Cambo, Berganini, Bastos. « C'étaient à ce moment les ministres et organismes publics qui « opposèrent des entraves à la réalisation de ses volontés. Au- « jourd'hui, ses ennemis se nomment Galarza, Prieto, Azaña, moi-

« même; demain, ce sera quelqu'un de vous autres. Celui qui « lui barre la route est son ennemi. Tel est l'homme que je « demande de chasser de cette enceinte. »

Il ne s'agit pas, ayant trouvé un être providentiel, de désirer lui faire porter la croix du calvaire en le sacrant martyr éternel d'une cause, même criminelle. Notre « corrupteur » ne peut prétendre à lui seul être celui qui alimente l'insurrection depuis ses débuts, et même avant.

Ce serait puéril de tenter de détourner de cette façon le problème.

Si Juan March n'est pas le sourcier, il n'en reste pas moins l'âme qui fait affluer vers les organismes de combat l'argent nécessaire à la destruction du peu de liberté dont jouissait le peuple espagnol.

Juan March est le dispensateur des financiers internationaux qui, pour mieux couvrir leur politique, l'utilisent comme impresario. Derrière ce financier, se trouve la haute finance internationale. Démasquons-la !

Pour abattre d'abord la démocratie espagnole qui ne donnait plus assez de garanties à la stabilité du régime propriétariste, Juan March et les banques qui contrôlent Rio Tinto, la Minière des Asturies, etc. se firent les commanditaires de l'organisation qui devait contrecarrer la lutte menée par les gauches, en vue d'apporter quelques réformes sociales en Espagne.

Juan March arrosait de son or les fonctionnaires en instance de conspiration dans les cadres gouvernementaux de la nouvelle république. Traduit il y a quelques années devant une commission de responsabilités, après avoir été chassé du parlement, Juan March ne resta point inactif et devint l'éminence grise des gouvernements qui se succédèrent en Espagne jusqu'en mars 1936.

En vue de conserver le pouvoir, Juan March finança les droites et par un immense effort d'intimidation, parvint à subjuguer le parlement. Un jour cependant, il dût se réfugier en France.

Une photo le représentait se promenant dans Paris avec la tranquillité d'un paisible citoyen. Ainsi vont les choses, mais en sera-t-il toujours de même ?

Comme l'écrivait G. Joly dans l'Œuvre du 27 juillet 1936 :

« La rebellion militaire, si minutieusement préparée, est son « œuvre : ce sont ses agents qui ont passé les commandes d'armes « et de munitions qui parvinrent par la côte cantabre de la « frontière portugaise aux légions navarraises, léonaises, estra- « maduriennes et sévillanes qui n'attendaient, déjà mobilisées sur « place, que le signal de la révolte pour s'ébranler. Son fief des « Baléares, Majorque, son fief africain, Ceuta, ont été les bases « de départ de l'insurrection ».

Lui-même s'était installé à Biarritz peu de temps avant l'insurrection et c'est là que son compère Gil Robles vint le rejoindre. Juan March se tenait en communication constante avec Londres, Lisbonne, Las Palmas et Melilla. En juillet 1936, le banquier de la sédition, associé aux jésuites, aux carlistes et aux généraux, venait de jouer sa dernière carte.

Une autre figure du monde financier apporte également sa part dans l'organisation de la servitude financière livrant son propre pays au pillage international : c'est Cambo.

Solidaridad Obrera du 7 février 1937, parlant des antécédents du drame espagnol, révélait les manœuvres politico-bancaires du financier Cambo, un des plus fieffés coquins de la Catalogne.

Ancien ministre des finances, politicien cynique, ce représentant de la ploutocratie internationale, ose aujourd'hui parler de justice prostituée, lui qui soudoya les Martinez Anido et sa bande, lui qui paya une armée de sicaires pour se débarrasser des militants de la CNT-FAI !

Tels sont les hommes, les Juan March et les Cambo, qui aujourd'hui, se prétendent les vrais d'Espagne. On sait ce que cache leur sincérité financière.

Les relations de la ploutocratie et de ses agents surprennent les moins impressionnables, mais en aucun pays on n'atteignit la situation créée en Espagne il y a quelques années. Une combinaison de politiciens et de financiers accentuait l'inconsistance de l'échiquier sur lequel on prétendait représenter la farce de gouverner. Une manœuvre de Cambõ, épisode à ajouter à la lutte implacable avec Santiago Alba, avait fait échouer le très pondéré gouvernement national, et un autre coup de jarnac vint à bout de celui présidé par Alendesalazar en août 1921.

Le 14 août 1921, se forme un cabinet Maura avec La Cierva à la guerre et Cambõ aux finances. Le nouveau cabinet prêta serment, à l'exception de Cambõ qui était en voyage, pour se remettre du surmenage motivé par la constitution de la C.H.A.D.E., inaugurée en juin 1920 et des ennuis causés par la faillite de la Banco de Barcelona, le 26 décembre 1920.

Evidemment, Cambõ, le super-financier qui venait de constituer la C.H.A.D.E., présidée par Comillas, administrateur de la Banco de Barcelona, en faillite malgré le volumineux paquet d'actions reçues, était gêné pour accepter les finances. Cambõ passa à Hambourg et Bruxelles prendre conseil auprès de Heinemann qui lui dit d'accepter. Toujours sentimental quand il s'agit d'argent, il revint à Madrid pour tenter de donner confiance aux candidats bourgeois quant aux actions de la CHADE.

Le 23 juin, le cabinet ratifiait sa confiance en Martinez Anido, gouverneur civil de Barcelone qui employait la manière forte pour «calmer» les populations ruinées par les faillites ban-

caires (banques de Barcelone, de Tarrasa et Central). Cambõ eut alors à s'occuper de la Banque d'Espagne dont le privilège d'émission venait à échéance le 31 décembre.

La loi bancaire proposée par Cambõ à l'instigation du financier allemand Heinemann, constitua un mode de pression inimaginable dans la vie économique. « On ne peut admettre, dit Cambõ, que la Banque d'Espagne et la banque privée agissent différemment ». Et subtilement il arrivait à proposer que la Banque d'Espagne ne puisse escompter aucun effet ni effectuer aucune opération sans une «troisième signature bancaire» afin qu'aucun particulier ne put traiter avec la Banque d'Espagne sans passer par la banque privée. Et tandis qu'aux Cortès, Cambõ se faisait l'apôtre de «la plus grande Espagne», son second, Ventosa, intriguait à la S.D.N. en faveur des minorités et du peuple catalan, pour faire mousser son parti «La Lliga».

Mais au fond, la proposition de Cambõ visait à «taper» la Banque d'Espagne d'argent frais pour renflouer toutes les banques dont il s'occupait et qui toutes se trouvaient en situation difficile. Il offrait en échange toutes sortes de formules juridiques et de combinaisons inavouables, mais il avait de plus pour but, d'éliminer ensuite la Banque d'Espagne comme concurrente...

Mais Juan March et Cambõ ne sont point seuls à jouer leur dernière carte; il y a d'autres cartes et d'autres joueurs.

Pour la compréhension de cette étude qui vise à montrer la pénétration des capitaux étrangers en Espagne et leur répercussion sur la politique extérieure et intérieure de ce pays, il faut remonter à une dizaine d'années en arrière afin de voir les raisons qui conduisirent à la concentration capitaliste en Espagne.

En janvier 1924, la Banque Internationale de l'Industrie et du Commerce est créée au capital initial de 30 millions de pesetas et nous trouvons dans son Conseil d'Administration des hommes politiques et financiers tels que : Wouters, vice-président de la Banque Belge, le baron Carton de Wiart, représentant de la Société Générale de Belgique, Juan Ventosa, représentant la Banque Marsano de Barcelone, le marquis Alonzo Martinez, président de la Compagnie des Chemins de Fer du Nord de l'Espagne et également du Conseil d'Administration de la dite banque internationale.

Sur cette base, viendront bientôt s'asseoir d'autres intérêts internationaux tels que ceux de la filiale de la maison Krupp, qui crée à son tour un trust comprenant cinq importantes entreprises industrielles.

Krupp, par un processus de pénétration très calculé, monopolise presque entièrement la production sidérurgique de l'Espagne.

Dans un autre domaine, non moins important, nous voyons se créer une Compagnie Téléphonique Internationale où sont représentés les intérêts de la National City Bank, de l'International Telephone and Telegraph Corporation, de la Banque d'Urquijo et de la Banque Hispano-Américaine.

Cette Compagnie s'était rapidement approprié les installations téléphoniques et le matériel de l'Etat, et, bientôt, elle faisait l'acquisition de la totalité des actions de la Compagnie Péninsulaire, de la Madrilène des Téléphones, de la Générale Téléphonique et achetait les installations de Saragosse, Santander, Malaga, Almena et Cordoue.

Dans ce processus de concentration capitaliste, la liaison entre la politique économique de l'époque — (Primo de Rivera) — et celle des industriels allemands et de l'Amérique du Nord est indéniable. De plus, le troisième Reich avait su s'établir dans le Riff et, qui connaît le rôle important que peut jouer dans l'économie allemande le problème des colonies, comprendra les raisons péremptoires qui animent le capitalisme allemand à faire défendre ses intérêts en Espagne. C'est Hitler qui en a la charge aujourd'hui.

Dans ses dossiers, Lucien Launay, apportant quelques lueurs sur l'Espagne, écrit :

« Le bassin de Huelva, où se trouvent les principales mines « de cuivre espagnoles, a été occupé par les troupes du général « Franco à la fin d'août. L'exploitation, qui avait cessé le 19 « juillet, a repris, et l'on pourrait se féliciter de la situation « sans ces damnés transports maritimes qui, à cause des gou- « vernementaux, ne vont pas du tout » (Inf. 28 août 1936). Le premier septembre, l'Information disait : « A la suite de « l'occupation totale de la région où se trouvent situées les « mines de Rio Tinto par les armées insurgées, la Junta de « Burgos a ordonné la réquisition de tous les minerais et autres « produits des mines, à concurrence des nécessités du ravitaille- « ment des troupes insurgées. Le décret déclare que les droits « de la Compagnie seront sauvegardés et que les produits saisis « seront strictement payés au prix moyen du marché ».

S'il restait des doutes quant aux sympathies des financiers, les cours en Bourse du Rio Tinto auraient d'ailleurs une valeur démonstrative éclatante :

24 août (occupation) .	1013
1er septembre . .	1023
3 septembre	1040
5 septembre	1077
10 septembre	1184
15 septembre	1245

Il est assez évident que la marche en avant des insurgés était vue favorablement par les financiers! Mais il y a un problème : qu'est-ce que le Rio Tinto ?

Siège : 3, Lombard Street, Londres. Capital : 3.750.000 livres sterling (environ 281 millions de francs). La hausse de 250 francs environ sur les 450.000 actions ordinaires (il y a en outre 350.000 actions de préférence) représente quelque cent millions de francs....

Voilà une «occupation» assez fructueuse, et comme il y a d'autres sociétés importantes dans la même région, on peut penser que les financiers, les vrais, sont aussi bien placés que M. Juan March pour consentir de menus sacrifices. Les administrateurs sont des Anglais. Le président est Sir Auckland C. Geddes.

Solidaridad Obrera publiait à ce sujet sous le titre «Le capitalisme étranger veut faire de l'Espagne sa proie» :

« A la tête de ce groupe, figure Juan March, naturellement, « pour défendre ses potasses, ses pétroles, son tabac, ses lignes « de navigation. Mais March n'est pas seul. Ses millions ne « suffisent pas. Il faut être à plusieurs pour gagner une guerre « si onéreuse et nous voyons dans la liste que préside March : «« Sir Auckland Geddes, président de la Compagnie de Rio Tinto, « une des richesses les plus importantes du sous-sol espagnol « vendu à perpétuité à un prix dérisoire, comme on peut le « constater sur les documents du Ministère des Finances, quand « José Echegaray fut ministre. Actuellement, on estime la valeur « de cette mine à quatre millions de livres sterling. Ses actions « sont en hausse depuis 1914. Tout son personnel est anglais, et « les mineurs de Nerva, Rio Tinto et Zalamea sont traités comme « des esclaves, ce qui provoqua une des grèves les plus san- « glantes d'Andalousie en 1920.

« La Maison Rothschild, qui avait déjà de gros capitaux « investis en Espagne, accrût encore son influence sur les finan- « ces de notre pays par son entrée au Rio Tinto ».

Voici maintenant d'autres intérêts :

Compañia de los Caminos de Hierro del Norte de España (Madrid), fondée le 29 décembre 1858. Cette société anonyme fusionne le 13 février 1878 avec la Compagnie des Chemins de Fer de Saragosse, Pamplona et Barcelone. Elle comprend à peu près 20 lignes de chemins de fer.

Son capital est de 516.000 actions d'une valeur de 245.100.000 pesetas.

Son matériel au 31 décembre 1934 comprend :

45 trains électriques, 69 locomotives électriques, 1178 locomotives à vapeur avec leur outillage, 1834 voitures voyageurs, 32.363 wagons de toutes sorte, 1208 tenders.

A cela s'ajoute une réserve, provision, amortissement du matériel pensions et réserves diverses : 146.097.886,42 pesetas.

Les bénéfices réalisés par cette entreprise sont de et pour :

1901 = 821.260,01 pesetas.
1911 = 15.539.305,95 pesetas.
1921 = 21.693.940,04 pesetas.

Il y a donc progression constante, sauf pour 1905, pour 1917-18 et en 1931 les pertes s'accentuent, cependant qu'en 1930 les bénéfices s'élèvent à 21.674.073,88 pesetas.

Au Conseil d'Administration de la Société se trouvent comme Vice-Président Maurice Pereire et comme administrateur Santiago Pereire, des deux cents familles de France.

En voici encore d'autres :

La Compañia de los Ferrocarrilles de Madrid à Zaragoza y Alicante, constituée en 1857, qui comprend à ce jour 3.670 kilomètres de lignes.

Ses bénéfices se répartissent pour et en :

1913 = 23.389.712 pesetas.
1923 = 23.273.730 pesetas.
1930 = 21.138.589 pesetas.

Elle possède un matériel, au 31 décembre 1934, de 1.129 locomotives, 1.785 voitures, 1.085 fourgons, 27.507 wagons de toutes sortes.

A son Conseil d'Administration, nous trouvons le baron de Rothschild et, comme administrateur, Auguste Krake Herrero.

La Compañia de los Ferrocarriles de la Carolina y Prolongaciones a son siège à Linares, son capital social est de 3.174.250 pesetas, ses bénéfices s'élèvent pour et en :

1915 = 224.374,38 pesetas.
1919 = 64.101,11 pesetas.
1934 = 66.643,22 pesetas.

Son Conseil d'Administration est représenté par un vice-président, baron Carton de Wiart, et un administrateur secrétaire André Hernandez Hortega.

Le journal «La Banque de France» écrivait :

« La maison Rothschild a des grandes participations dans les entreprises minières et métallurgiques, notamment la Compagnie de Rio Tinto ».

A ce sujet, Lucien Launay disait :

« Aurait-on par hasard oublié que les Rothschild ont la main sur les mines de mercure espagnoles ? C'est quelque chose. «La Journée Industrielle» écrivait le 10 septembre 1933 : «La production espagnole est toute concentrée dans l'exploitation de la mine de mercure d'Almaden dans la province de Ciudad-Real, unique au monde par l'abondance de son minerai, par la grande constance de l'uniformité de ses filons». En 1934, l'Espagne a produit seule 1.160 tonnes contre 630 tonnes pour l'Italie et 532

tonnes pour les Etats-Unis qui viennent loin derrière.

Après les Compagnies de Chemins de Fer, après la sidérurgie, après les compagnies téléphoniques internationales, voici les mines dont les intérêts sont les plus importants.

Commençons par la Minerva y Metalurgica de Peñarroya. Son siège social est à Paris, 13, place Vendôme. Constituée à Paris en 1881 au capital de 5.000.000 de francs, celui-ci est en 1893 de 6.666.500,—, en 1910, de 10 millions, en 1927, de 150 millions et en 1931 de 309.375.000 francs. Les bénéfices sont raisonnables :

en 1910 = 3.397.069 pesetas.
en 1915 = 9.127.992 pesetas.
en 1920 = 13.810.417 pesetas.
en 1926 = 29.823.367 pesetas.
en 1931 = 10.471.639 pesetas.

Comme administrateur, nous trouvons les Ch. Cahen et R. Cahen d'Anvers, le baron de Rothschild (Robert), Humbert de Wendel, A. Chastel; le président en est Ch. Heurteau.

La Real Compañia Asturiana de Minas (S. A.) Belga a son siège à Bruxelles, 10, place de la Liberté.

Son capital est de 279 millions de francs. Les bénéfices ne sont pas à dédaigner :

en 1910 = 5.683.177.
en 1920 = 5.160.695.
en 1926 = 19.160.753.
en 1928 = 18.670.038.
en 1931 = 6.870.936.

Au Conseil d'Administration : C. Hauzeur, président. Vice-président : Juan Perez Caballero, Auguste Laloux, Paul Visschers, M. Nagelsmackers, Ch. Hauzeur, Chevalier, R. de Bauer.

Et enfin voici une autre société : les Mines de Wolfram de Balborraz, dont le siège social est à Bruxelles, 66, rue de Namur, fondée le 16 avril 1913. Son territoire s'étend sur une superficie de 63 hectares. Le capital initial est de 1.500.000 francs. Le Conseil d'Administration est composé de MM. R. Rombaut, Jules Mersch, A. Kohn, A. Scailleur.

Tranvias de Barcelona, domicile social Ronda San Pablo 43, constituée le 9 juillet 1925, a pour objet social l'acquisition et l'exploitation des services publics et spécialement les locomotions et transports urbains et interurbains de toutes classes ainsi que les opérations en relation avec cet objet.

Son capital social est de 70.000.000 de pesetas. Ses bénéfices se sont élevés :

pour 1926 = à 6.286.171,85 pesetas.
pour 1930 = à 4.072.831,59 pesetas.
pour 1934 = à 1.013.819,60 pesetas.

A son Conseil d'Administration, nous trouvons le comte Roger van der Straten-Ponthoz, Charles Thonet, Henri Wauters, tous noms bien belges ou français.

Compañia del Tranvia Electrico de San Sebastian, à Tolosa, domicile Vergara 2/a, San Sebastian, constituée le 28 août 1904, au capital de 1.000.000 de pesetas, qui est porté en juillet 1922 à 1.500.000 pesetas.

Ses bénéfices se montent :

pour 1922 à 10.290,93 pesetas.
pour 1930 à 38.515,21 pesetas.

avec des pertes en 1932-1933, pour revenir en 1934 aux bénéfices de 38.056,89 pesetas.

Dans son Conseil d'Administration nous trouvons comme administrateur-délégué Luis Van der Hulst et comme directeur-gérant Augustin Grüls, tous noms essentiellement espagnols, comme on le voit.

La Sociedad Madrileña de Tranvias, dont le domicile social est Magallanes, 3, à Madrid, a été constituée le 13 décembre 1920 au capital de 75.000.000 de pesetas. L'importance des capitaux belges y est incontestable. Les bénéfices réalisés s'élèvent à :

pour 1920-21 = 4.155.761,29 pesetas.
pour 1926-27 = 6.009.540,14 pesetas.
pour 1928-29 = 8.441.001,87 pesetas.
pour 1930-31 = 9.136.424,57 pesetas.
pour 1932-33 = 7.476.774,09 pesetas.

avec une distribution de dividendes de 8 %.

A son Conseil d'Administration, nous rencontrons des personnalités bien connues du monde financier, entre autres Monsieur le baron François Empain, Auguste Krahe Herrero, Maurice Despret, Gaston Ithier, Edouard du Roi Blicquy, Robert Haerens.

Pour les Tranvias de Sevilla, S. A., nous rencontrons au Conseil d'Administration Auguste de Schulthess, directeur de la Banque pour Entreprises Electriques-Zurich, Dr. Rodolphe G. Benschiler, administrateur-délégué du Crédit Suisse de Zurich, Rodolphe Lüscher, ingénieur, Zurich.

La Compañia de Tranvias y Electricidad de Bilbao a elle, son domicile à Bruxelles. Elle a été fondée le 5 juillet 1906, au capital de 7.500.000 francs. Ses bénéfices se sont répartis :

pour 1907 à 403.208,92 francs.
our 1917 à 816.403,99 francs.
pour 1926 à 3.346.226,06 francs.
pour 1928 à 4.187.328,50 francs.

pour retomber durant les années 1932-1933 et remonter en 1934 à 2.011.464,76 francs. Son fonds d'amortissement en 1934 était

de 8.331.856,27 francs, et son fonds de réserve la même année de 2.750.000 francs.

Son conseil d'administration est essentiellement composé de financiers belges et étrangers, avec quelques noms espagnols pour la bonne présentation de la chose :

Passelecq, Baron J. Cassel, Comte Crombre, M. Despret, Baron L. Greindl, Chevalier V. Lagasse de Locht, R. Richard, H. Urbeau, E. Weyl.

The Seville Water Works Co. Ltd. a son domicile social à Londres. Suffolk House, Laurence Pountney Hill. Elle a été constituée le 2 avril 1883 au capital de 500.000 dollars. Société essentiellement anglaise.

Barcelona Traction Light and Power Company Limited, domicile social au Canada, Toronto, 357, Bay Street, constituée le 12 septembre 1911, au capital de 40 millions de dollars. Son adresse pour l'Espagne est à Barcelone, 2, Plaza Cataluña. Ses bénéfices s'élèvent pour 1934 à 4.527.741,30 dollars. Cette société est essentiellement étrangère.

Pour ce qui est de la Compañia de Luz y Fuerzabiel Levante, dont le siège social est Via Layetana, 30, société constituée le 13 mars 1930 et modifiée le 5 août 1931, nous rencontrons toujours les mêmes têtes de la finance internationale, à savoir :

Charles Francken, Gaston Ithier, Charles Orts, Maurice Passelecq, Henry Urbau et Ernest Weyl.

Voyons maintenant le domaine de l'électricité.

Dans la Compañia Sevillana de Electricidad, nous retrouvons à son Conseil d'Administration Ed. Barth, Dr. D. Rodolphe, G. Bindschier.

Et à l'Unión Eléctrica Levantina, à la Sociedad Anonima de Fuerzas Eléctricas; Dr. Nestor Jacob y de Scholdt.

La Sociedad Española de Construccion Naval, dont le domicile est à Madrid, fut fondée le 18 août 1908, au capital de 20 millions de pesetas.

Les fonds de réserve en 1934 s'élèvent à 21.132.136,40 pesetas.

Les bénéfices sont :

pour 1910 = 1.046.156,40 pesetas.
pour 1916 = 1.054.146,63 pesetas.
pour 1918 = 3.867.499,46 pesetas.
pour 1924 = 5.232.523,16 pesetas.
pour 1928 = 6.106.436,48 pesetas.
pour 1933 = 11.070.197,91 pesetas.

A son conseil d'administration, nous trouvons son Excellence Sir Basil Zaharoff, et c'est tout dire.

La Compañia Hispano Americana de Electricidad, Chade

dont le domicile est à Madrid, avenida Conde de Peñalver 8-10, a été fondée le 22 juin 1920 avec l'appui des Banques de Barcelone, Viscaya, Urquijo, Banque Centrale, etc., etc., et la société allemande Deutsch-Ueberseeische Elektrizitaets Gesellschaft, au capital de 120 millions de pesetas.

Cette société est d'une importance extraordinaire. Elle comprend en plus une supercentrale à Buenos-Aires.

La participation est universelle si l'on en juge par les noms de ces sociétés qui sont propriétés ou contrôlées par Hispano-America :

Electricité de Buenos-Aires et Succursal de Avellaneda, Cie de l'Electricité de la province de Buenos-Aires, Cie. du Gaz de la Plata, de Berual, etc.

Elle a d'importantes participations dans la Société Financière de Transports et Entreprises Industrielles Sofina, la Société Int. d'Energie Hydroélectrique (Sidro), Centrales Electriques de l'Entre-Sambre et Meuse et de la région de Malmédy-Auvelais, la «Gesellschaft fuer Elektrische Unterneheungen Ludwig Loewe et Cº Canadian International Light et Power Investments Ltd., Elektrizitaets-Werk Suedwest, etc., etc.

Les bénéfices nets se sont élevés pour :

1920 à 32.844.023 pesetas.
1923 à 66.240.927 pesetas.
1926 à 95.479.015 pesetas.
1928 à 114.670.761 pesetas.

Dès 1929, ses bénéfices en pesetas-or s'inscrivent pour :

1929 à 120.756.628 pesetas.
1932 à 76.764.909 pesetas.
1934 à 62.548.004 pesetas.

Dans son Conseil d'Administration, on retrouve toute la fine fleur du monde financier international et son président n'est autre que A. Cambo y Batlle; puis citons Daniel Heinemann, Dr. R. G. Bindschier, Ed. Barth, Maurice Bock (France), German Buecher, Lucien Janlet, Alf. Lombard, Jean Parmentier, Dr. H. Stoll, Ernest Weyl.

De quoi constituer une internationale puissante qui, par ses ramifications dans les diverses sociétés du pays où ils vivent, peuvent peser sur les hommes politiques dirigeants et déterminer ainsi des interventions en faveur de tel ou tel, ou imposer une neutralité favorable à l'équilibre des forces en présence en Espagne afin de sauver les intérêts du monde financier.

Industrias Mecãnicas S. A., Carretera del Port, 33, Barcelona, fondée en 1913, a dans son conseil d'administration Ramon de

Montagut, Valéry Cousin, Raoul Richard, René de Bruyn, André Schoenmaekers.

L'Union Española de Fãbricas de Abonos de Productos Quimicos y de Superfosfatos a son domicile social à Paris, rue Saint-Lazare. Cette société a été fondée le 6 mai 1910. Elle a à ce jour un capital de 3 millions de francs.

Au Conseil d'Administration, nous trouvons Henry de Peyerimhoff, Thomas, Ansbacher, Léon Jenouvrier, Aber Jugue, le vicomte de Montereux, Louis de Maniquet.

L'Union Española de Explosivos, dont le domicile est à Bilbao, a été fondée le 16 mars 1896 au capital de 25.000.000 de pesetas porté le 4 mars 1922 à 30.000.000 et le 22 février 1926 à 60.000.000 de pesetas.

Son fonds de réserve en 1934 était de 25.557.399,79 pesetas et celui de prévision 15.242.600,21 pesetas. Ses bénéfices s'élèvent pour :

1896	à	1.441.629,72	pesetas.
1900	à	2.639.152,56	pesetas.
1906	à	4.497.854,22	pesetas.
1916	à	4.802.957,26	pesetas.
1920	à	5.675.511,51	pesetas.
1926	à	8.038.746,59	pesetas.
1928	à	19.657.992,82	pesetas.
1930	à	16.528.552,78	pesetas.
1934	à	16.104.873,38	pesetas.

Les dividendes ont été pour 1896 de 37,50 %, 1900 = 50 %, 1906 = 16 %, 1928 = 27,50 %, 1930 = 23 %, 1934 = 23 %.

Pendant l'année 1934, il a été distribué au conseil d'administration, selon les statuts, 805.243,65 pesetas.

C'est là une usine qui n'a guère chômé, comme on voit.

A son conseil d'administration, nous trouvons René Chalbaud, D. E. J. Barbier, D. Manuel Chalbaud, Frédéric Ledoux, Remigio Thiébaut.

Et les mêmes se retrouvent à la Société Industria Comercio y Mineria, fondée au capital social de 20 millions de pesetas.

Pour les textiles, nous trouvons à la Seia de Barcelona, S. A., au conseil d'administration, Chs. Stulemeijer-Breda, Prof. Dr. H. R. Virenyt d'Utrecht, Jhr. D. F. Renclin de Rotterdam.

Cette société a été fondée le 23 mai 1925 au capital de 10 millions de pesetas, élevé en 1929 à 14.500.000 pesetas et a réalisé en 1933 730.000 pesetas de bénéfices contre 610.906 en 1934.

Pour ce qui est du textile, les capitaux sont en grande partie catalans ou espagnols, et peut-être par truchement des banques y a-t-il apport de capitaux étrangers.

Les hôtels eux-mêmes ont subi l'envahissement des capitaux étrangers. L'Hôtel Ritz de Madrid a dans son conseil d'administration les deux Marquet (père et fils), D. Victor Ernst. Les bilans d'exploitation sont plutôt déficitaires : 1932 = 24.000 francs, 1933 = 113.000, 1934 = 132.000, tandis qu'au début, 1915, on enregistrait 140.000 francs de bénéfice et 152.000 en 1916. Ils iront toujours en diminuant depuis lors.

Le Madrid Palace Hôtel, dont le domicile social est 5, avenue du Boulevard, à Bruxelles, semble mieux se porter.

Fondée le 10 juin 1910, la société enregistra pour 1912-13 un bénéfice de 218.080 francs, porté en 1918-19 à 1.771.025 et à 5.149.547 en 1920-21, pour retomber en 1924-25 à 2.887.446 et repartir en 1927-28 à 7.760.484 et à 5.989.389 en 1929-30. Puis les bénéfices tombent, en 1930-31, à 363.741.

A la présidence du conseil d'administration, nous trouvons Georges Marquet et comme administrateurs G. Dewespelaere, E. Brouwet, Coomans, J. Meiser, P. Wauvermanns.

Jetons un rapide examen sur quelques autres branches :

La Sociedad Petrolifera Española, constituée le 11-12-1920 au capital de 25 millions, est administrée par un conseil dans lequel on trouve Sir Reginald Mac Leod.

La Unión y el Fenix Español, au capital de 12 millions de pesetas, trouve à son conseil d'administration Alfred Pereire, D. H. Bertrand, Alf. Lambert Ribot.

A la Sociedad Financiera de Industrias y Transportes, on trouve Willy Menschaert, Dannie Heineman.

Au Palais de Nouveautés, s. a., Fernando 27, à Barcelona, nous trouvons comme président et gérant D. G. H. Fechtenburg.

Au Parlophon, Enrique Effle et Reinhaud Loewenstein.

La S. A. Verreries Espagnoles a été constituée à Bruxelles en 1900 par Maurice et Léon de Bouker, avec, comme administrateurs G. Boceuze, J. Preuet, P. Flateau, G. d'Eseures, etc.

***

Si l'on examine toutes les statistiques rapportées ici, on constate, que depuis 1931, les bénéfices des sociétés, à quelques rares exceptions près, sont en décroissance.

Or c'est en 1931 qu'est proclamée la république bourgeoise et, avec des hauts et des bas, une sensible possibilité de liberté dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie se dessine.

Des grèves n'ont pas cessé de surgir, les salaires furent augmentés, le capitalisme vit son autorité décroître et ses profits diminuer. Il était normal que le capitalisme escompte la victoire des rebelles pour rentrer dans une normalité profitable à ses desseins.

Tant d'intérêts sont en jeu pour le capitalisme, qu'il ne se

refuse aucunement à quelques sacrifices de subventions en vue des profits plantureux du lendemain.

Mais la lutte a ses revers, et ceux-ci se déroulent parfois sur un plan tout autre que celui prévu. Demain seul nous dira ce qu'il en adviendra.

***

Comme on a pu s'en rendre compte par l'exposé qui précède, l'Espagne a été la proie d'une armée de financiers internationaux et le pillage a été organisé d'une maîtresse façon par la finance espagnole.

Jusqu'au 19 juillet 1936, l'essentiel de l'industrie espagnole était contrôlé par quelques sociétés étrangères. Dans sa totalité, la richesse du sol espagnol appartenait à quelques potentats. Rien d'étonnant qu'ils aient une grande influence sur la guerre puisqu'ils aident directement les fascistes par le moyen d'une presse qui soutient une propagante inique, à base de calomnies et de mensonges.

Les plus grandes affaires étaient donc contrôlées par des «trusts internationaux».

Il n'y a pas un domaine où la finance internationale n'ait en Espagne, planté son drapeau. Partout elle s'est infiltrée, profitant, si l'on peut dire, d'une certaine paresse des industriels espagnols, si bien qu'aujourd'hui, elle dresse ses tentacules dans toute l'économie du pays, et forcément, par un processus inévitable, s'est intégrée à la finance de l'Espagne pour faire un bloc puissant et indestructible.

Aujourd'hui, la situation créée par les événements de juillet met en péril le bloc tout entier. Seule, la finance espagnole serait incapable de résister à la vague révolutionnaire qui déferle à travers toute l'Espagne; aidée de la finance internationale, la lutte prend un caractère tout autre, et sa liquidation sera longue et rude.

On s'est imaginé, à tort incontestablement, et l'exposé des faits qui précèdent le démontre d'une façon péremptoire, que les intérêts des interventions hitlériennes ou mussoliniennes de même que celles des états démocratiques, étaient déterminées par des raisons de doctrine, voire de prestige.

Sans contester que d'un point de vue d'ordre intérieur, certains dictateurs de droite ou de gauche soient intéressés à la victoire d'un clan ou d'un autre, il est indéniable qu'il s'agit avant tout, dans le complot espagnol, d'intérêts économiques.

Les motifs dits idéologiques ne passent qu'au second plan, l'aventure est avant tout d'ordre matériel et les fascistes, par leurs interventions brutales ou les démocrates par leur neutralité conditionnée, visent surtout les richesses du sol espagnol ou défendent les capitaux investis dans les industries espagnoles.

Depuis le début des hostilités, le peuple espagnol est victime, d'une part, d'une intervention étrangère (allemande et italienne), et, d'autre part, d'une neutralité qui, en réalité, est une intervention passive.

La finance internationale mise sur les deux tableaux. Il serait bien désillusionné, celui qui espérerait, dans la structure d'un monde capitaliste, voir une aide là où il n'y a que complicité.

La colonisation de l'Espagne par les capitalismes étrangers, c'est en cela que réside la vraie position des uns et des autres; le reste n'est qu'hypocrisie, derrière laquelle se cache l'immense source des bénéfices perdus ou à conquérir du capitalisme international.

Que faut-il conclure de toute cette documentation ?

Elle montre les relations internationales de la finance et de l'industrie !

Elle doit nous aider à voir clair dans la politique faite par les pays qui ont des intérêts puissants en Espagne.

Les interventions allemande et italienne, au delà des visées impérialistes et de la propagande naziste ou fasciste, visent en ordre principal à sauvegarder des intérêts capitalistes. Que ces derniers se servent de l'expression politique qui a cours dans ces pays, rien de plus naturel. C'est donc dans la logique des choses que ces deux pays aient porté leurs interventions officieuses, sinon officielles, sur le plan direct dès le début des événements; mais c'est commettre une erreur profonde de ne voir là qu'une intervention politique, là où il y a la finance et l'industrie.

Les révolutionnaires d'Espagne se doivent de dénoncer l'intervention hitlérienne et fasciste sur leur plan réel, c'est-à-dire la défense des intérêts capitalistes de ces pays, menacés dans leurs sources vives. Et la chose est d'autant plus certaine que les zones particulièrement visées par les insurgés enferment des usines et des mines administrées par des intérêts allemands ou italiens.

Mais les révolutionnaires ne peuvent s'illusionner sur la non-intervention des gouvernements ayant une représentation démocratique, tels ceux de France, et d'Angleterre en particulier.

Si le problème semble plus complexe, pour ces pays, la situation est identique. Seulement, elle est moins cynique. On lui donne une certaine forme d'élégance, on trouve à biaiser en prenant les devants par une déclaration de neutralité qui spécule sur l'esprit pacifique de ces pays.

Il était normal que le monde capitaliste adhère entièrement à ce pacte de neutralité pour ce qui est des pays à représentation démocratique, laissant aux pays totalitaires le soin d'avoir une politique plus énergique qui se traduisait dès la première heure par une aide efficace aux insurgés.

Le capitalisme international jouait ainsi double jeu et sauvait ses privilèges.

Ce fut l'erreur du début de porter la lutte sur un plan antifasciste au lieu de la situer nettement et d'attaquer les forces capitalistes; mais cela ne cadrait point avec certaines politiques dites de gauche, qui préféraient poursuivre une agitation contre l'hitlérisme, c'est-à-dire contre l'Allemagne, en utilisant l'esprit antifasciste des masses populaires des gouvernements démocratiques.

Le prolétariat espagnol n'a pas fini de s'étonner de l'indifférence des pays desquels il escomptait une aide, et même, si l'on veut pousser les choses à fond, du prolétariat de ces pays qui. par suite de toute une série de circonstances dues à la politique intérieure de leurs gouvernements, a partie liée avec le régime, et, de ce fait, ne peut en rien influencer ses représentants qui, pour éviter des crises ministérielles, ne peuvent faire autre chose que de défendre le régime qui les utilise.

Il aurait été plus net de placer le problème sous son véritable angle, c'est-à-dire la lutte contre le capitalisme international et dans ce cas, le prolétariat se serait rendu compte pour quoi et pour qui il luttait. Le peuple espagnol n'aurait pas dû enregistrer la désillusion d'une neutralité criminelle et d'un concours qui, de plus en plus, s'avère n'être en rien efficace pour aider le prolétariat espagnol à vaincre son ennemi, le fascisme des Franco et des Mola, serviteurs patentés du capitalisme international.

Ainsi posée, la lutte aurait revêtu un caractère essentiellement révolutionnaire et n'aurait pas amené les compromissions dont, aujourd'hui déjà, il faut enregistrer les résultats néfastes.

Le capitalisme nous a donné une nouvelle leçon de force et de cohésion, son internationalisme s'est révélé à la hauteur des circonstances et tel que nous n'avions cessé de le proclamer.

Pourquoi, l'heure venue, avons-nous accepté cet envoûtement, nous laissant subjuguer par une lutte du moment, perdant de vue l'essentiel, c'est-à-dire la lutte sur un plan international contre le capitalisme ?

Il est donc dangereux d'enfermer la lutte qui se déroule en Espagne dans les frontières étroites de la défense de la démocratie.

Interpréter ainsi la situation, c'est transformer les buts que s'assigne un prolétariat en lutte pour son émancipation, vers des fins qui ne peuvent être que préjudiciables à son émancipation intégrale.

On renouvelle la grande duperie de la guerre du droit et de la civilisation, des années 1914-18.

HEM DAY.

Novembre 1936. - Janvier 1937.

POUR PARAITRE SOUS PEU.

A la BROCHURE MENSUELLE.
39, Rue de Bretagne, PARIS.

Hem DAY. L'Espagne en marche....

I : Situation sociale de l'Espagne.

II : Aspects du drame espagnol.

Aux Cahiers de l'Aristocratie.
24, Avenue de la Porte-Clignancourt. PARIS.

Hem DAY. Etienne de la Boëtie.

EN PRÉPARATION.

Tueurs de rois et Cie.

De la potence à la chaise électrique.

Histoire de la première internationale.

L'Eglise et l'Etat.

Faut-il raser les prisons ?

L'homme devant la Justice.

Les Artisans de l'avenir.

Le problème de l'Etat et la révolution Espagnole.

AUX ÉDITIONS

PENSÉE & ACTION

VOLINE :	Le Fascisme Rouge	0.50
Léo CAMPION :	Apologie de la Patrie	2.00
—	Le Noyautage de l'Armée	1.00
HEM DAY :	Adieu à Einstein (épuisé)	0.25
—	De l'antimilitarisme à l'anarchie	0.25
—	Le Châtiment de Dieu	2.00
—	Erich Mühsam	0.50
—	La Russie (U.R.S.S.) et la S.D.N.	0.25
—	La stérilisation et le point de vue anarchiste	0.25
ERNESTAN :	Le Socialisme contre l'autorité	3.00
B. de LIGHT :	Mobilisation contre toute guerre (Avant-propos de Hem Day) frs belges	2.50
	frs français	2.00
	frs suisse	0.40
N. BARTOSEK :	La Stérilisation sexuelle frs belges	7.00
	frs français	5.00
	frs suisse	1.50
Léo CAMPION :	Zo d'Axa. (Avant-dire de G. Derycke)	10.00
—	Dictionnaire subversif	5.00
HEM DAY :	La véritable et intime pensée de F. Ferrer	0.50
—	Aperçu de la question religieuse en Espagne	1.50
—	La confession de Bakounine	1.00
—	Erasme. Préface de Han Ryner, frs franç.	7.50
—	Les Eglises brûlent en Espagne.. Pourquoi?	0.50
S. de GORTER :	Primauté du social dans la littérature	1.00
MUHSAM Erich :	La liberté comme principe social	1.00
HAN RYNER :	Cléricalisme et Liberté. Contre les Dogmes (Introd. de *H.* Day)	1.50
XXX	Les Martyrs de Chicago (épuisé)	0.50
XXX	La Position de la F.A.I. (Résolution d'un Plenum de la F.A.I.	1.00
Léo CAMPION :	Ascaso et Durruti	0.25
HEM DAY :	Problèmes d'Espagne	0.25
—	Le Capitalisme international devant l'Espagne révolutionnaire	0.25

ADRESSER LES FONDS à

Hem DAY, Boîte Postale, 4, Bruxelles. IX C. Ch. 167424